



**LE FIGARO
MAGAZINE**

**TRAFIC
DE MIGRANTS**

**L'ENQUÊTE VÉRITÉ
LES RÉSEAUX CRIMINELS
DE L'IMMIGRATION CLANDESTINE**

Image de surveillance policière :
des migrants montent dans
un camion pour le Royaume-Uni.

VENDREDI 20 ET SAMEDI 21 SEPTEMBRE 2019

D.R.

SUPPLÉMENT FIGARO - CAHIER N°1 - N° 23358 ET 23359 DES 20 ET 21 septembre 2019 - CTPAP N° 2000 C. 83022 WWW.FIGAROMAGAZINE.FR



03-2018 02:21:00

TRAFIC DES MIGRANTS LA CHASSE AUX PASSEURS

Pour tenter d'endiguer le trafic de migrants, tenus par des réseaux organisés, la police surveille et démantèle sans relâche des filières de passeurs et de fraudeurs. « Le Figaro Magazine » a suivi leur travail durant plusieurs semaines. Une lutte sans fin contre cette activité criminelle qui rapporte autant que le trafic de drogue.

Par Vincent Nouzille (texte) et Bernard Sidler (photos)

TRANSPORTS

G



MCCUI

Temperature Controlled Log

Surveillance de passeurs chargeant des migrants dans des camions à destination du Royaume-Uni, sur une aire d'autoroute de l'est de la France.

PHOTO: DR



Le commissaire Julien Gentile, patron de l'Ocriest, montre des images de passeurs, que ses équipes sont chargées d'interpeller.



J-1. Réunion de préparation au siège de l'Ocriest, la veille d'une opération contre un camp de trafiquants à Sauchy-Cauchy (Pas-de-Calais).



Jour J, 5 h du matin : dernier briefing sur place avant l'opération, en présence des magistrats.

L'assaut est donné à 6 heures contre une équipe de passeurs, suspectés de faire payer 3 000 euros chaque passage transmanche

Top départ. » Il est 5 h 45 en cette fraîche matinée du 4 juin. Le jour se lève sur les eaux calmes du canal du Nord, qui traverse la commune de Sauchy-Cauchy, dans le Pas-de-Calais. Au signal du commandant Cyril Duny, un quinquagénaire barbu et placide, une cinquantaine de policiers et gendarmes, armés et en tenue, commencent à arpenter silencieusement, au milieu des herbes hautes, le chemin de halage qui mène à un bois le long du canal. Quelques minutes plus tard, à 6 heures sonnantes, ils encerclent un campement de passeurs et de migrants vietnamiens, caché dans les arbres, installé discrètement ici depuis six mois. Dans une première tente, un seul occupant est délogé. « Il n'y a pas grand monde », s'inquiète une voix, dans le talkie-walkie. Plus loin, sous les bâches, les planches et la tôle ondulée du bâti-

ment de fortune édifié au milieu du camp, les agents trouvent des dortoirs, où dorment huit Vietnamiens. « Réveillez-vous ! Police ! » Les silhouettes s'ébrouent dans l'obscurité, sans rien dire, visiblement surprises de cette intervention matinale. « Comme ils ont chargé des migrants dans un camion cette nuit à 2 heures du matin, ils étaient en train de se reposer », confie Cyril Duny.

FILIÈRE VIETNAMIENNE

Deux enquêteurs, munis de photos nocturnes prises par une caméra, reconnaissent visuellement six passeurs présumés, qu'ils avaient pré-baptisés jusqu'à présent XH1, XH2, XH3, etc. Silhouettes, formes du visage, regards, casquettes, lunettes, vêtements, bijoux : les recoupements concordent, bien que les passeurs soient souvent masqués la nuit et que certains ne portent pas les mêmes habits ce matin-là. « Nous avons trois migrants, dont nous vérifions l'iden-

tité, et nos six objectifs, auxquels nous avons signifié leurs gardes à vue », résume la capitaine Carole L., l'une des « physionomistes » chargée du dossier Sauchy-Cauchy. Les perquisitions sur place permettent de saisir des vêtements, des téléphones portables, des sacs de voyage et des livres d'apprentissage d'anglais : selon les policiers, les passeurs présumés, qui se défendront durant leurs auditions de toute implication dans le trafic, organisaient des transports vers le Royaume-Uni, en chargeant en pleine nuit des migrants dans des camions, sur l'aire d'autoroute de Rumaucourt, sur l'A26, à quelques centaines de mètres du campement. Prix estimé du passage transmanche : 3 000 euros par migrant. De quoi enrichir illégalement des réseaux qui sont de plus en plus pourchassés sur tout le territoire. Trois des Vietnamiens interpellés à Sauchy-Cauchy ont été condamnés début juillet, en comparution immédiate, par le tribunal cor-



5 h 50 : le capitaine Fabrice P. attend le top départ avec ses hommes.



6 h : le camp est cerné par les policiers et les gendarmes.



6 h 05 : une première tente est ouverte, sans grand résultat.



6 h 15 : premières interpellations dans un dortoir.

rectionnel d'Arras à des peines de huit à dix-huit mois de prison, des sanctions significatives qui peuvent faire l'objet d'appel.

Cette opération coup de poing a été initiée par les policiers de l'Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et de l'emploi d'étrangers sans titre (Ocriest), qui dépend de la police aux frontières (PAF). Un intitulé un peu abscons pour une mission judiciaire précise : lutter contre les filières organisées, qu'ils s'agissent des réseaux de passeurs ou des équipes de faussaires, qui exploitent la situation des migrants en prospérant sur leurs entrées, leurs transits ou leurs séjours. « *En lien avec les magistrats, nous les poursuivons avec les outils du code pénal pour la criminalité organisée* », explique le commissaire Julien Gentile, le patron de l'Ocriest depuis 2011, en poste jusqu'à début septembre. Ecoutes, filatures, balisages, poses de caméras et de micros, géolocalisation, surveillances sur internet : tous les moyens sont utilisés. Avec des résultats en hausse régulière : 321 filières (+ 7 %) ont été démantelées au plan national en 2018 par l'Ocriest et les quelque 600 agents

Plus de 320 filières démantelées l'an dernier et une activité en hausse début 2019

des brigades mobiles régionales (BMR) de la PAF qui mènent leurs propres enquêtes, ainsi que par d'autres services de police judiciaire et de gendarmerie.

DES ENQUÊTES DE 2 À 12 MOIS

Malgré le renouvellement permanent des trafics, la traque s'amplifie encore ces derniers mois, avec 201 filières visées de janvier à juin, un chiffre en augmentation de 4 %, et plus de 500 suspects déferés devant les tribunaux. En haut de la liste : des réseaux afghans, irako-kurdes, algériens, iraniens, marocains. Mais aussi des Tunisiens, Haïtiens, Ivoiriens, Congolais, Comoriens, des Albanais et des Nigériens, parfois membres de gangs spécialisés dans la prostitution. Un vaste kaléidoscope de nationalités, qui nécessitent, lors des auditions, le recours régulier par l'Ocriest

à une centaine d'interprètes de toutes langues. Fin juin, c'est une filière d'immigration illégale venue de Chine qui a été ciblée en Région parisienne : des dizaines de migrants, munis de visas de touristes, étaient pris en charge à leur arrivée à Roissy par une famille chinoise qui, selon les policiers, leur fournissait, moyennant 500 euros par personne, du travail clandestin. Certaines jeunes femmes étaient enrôlées par des proxénètes. Installés dans un immeuble sécurisé du ministère de l'Intérieur à Lognes, en Seine-et-Marne, les bureaux de l'Ocriest, où s'activent 120 personnes, ressemblent à une ruche. Une cellule collecte et recoupe annuellement plus de 1 500 messages de renseignements, provenant de sources humaines et de services partenaires, en France comme à l'étranger. Six groupes, d'une douzaine d'enquêteurs chacun, se répartissent ensuite, selon les communautés d'origine des suspects, la quarantaine d'affaires traitées directement par l'Ocriest chaque année. Conduites sous la tutelle des parquets et des juges d'instruction, les investigations peuvent durer de deux à douze mois, afin de



6 h 30 : des trafiquants présumés arrêtés.



7 h : téléphones saisis dans le camp, placés sous scellés.



7 h 45 : les suspects embarqués pour des auditions.



7 h 30 : identifications confirmées avec des images vidéo.

réunir des éléments probants avant le déclenchement d'arrestations et de perquisitions. « *Il ne faut pas attendre trop longtemps pour intervenir, car les filières peuvent disparaître et se reconstituer ailleurs* », avance Cyril Duny, chef des unités opérationnelles de l'Office.

Les réseaux de passeurs vers la Grande-Bretagne, qui représentent un quart des dossiers traités, figurent parmi les plus redoutables. Les zones portuaires, notamment celles de Calais, Dunkerque et du tunnel sous la Manche à Coquelles, sont de plus en plus contrôlées : plus de 33 000 migrants ont été découverts l'an dernier dans des camions sur toute la côte, un chiffre en hausse de 13 % par rapport à 2017. Résultat : les trafiquants – principalement albanais, irako-kurdes et afghans, mais aussi vietnamiens – cherchent des zones de chargement plus éloignées et plus tranquilles. « *On voit des passeurs venir chercher des migrants qui stationnent, par exemple à Grande-Synthe, les emmener en camionnettes sur des aires d'autoroute du côté de Reims, et même jusqu'à Dijon, pour les charger ensuite dans des poids lourds à destination de*

Les trafiquants se disputent des aires d'autoroute, parfois violemment

la Grande-Bretagne », témoigne Julien Gentile. Les limiers de l'Ocriest et des BMR essaient de suivre en temps réel cette géographie mouvante des chargements.

DES CAMÉRAS DISCRÈTES

Pour l'affaire de Sauchy-Cauchy, des interceptions de migrants vietnamiens dans des camions à Calais ont attiré l'attention de l'Ocriest au début du printemps. Des chauffeurs ont indiqué s'être arrêtés sur l'aire d'autoroute de Rumaucourt, à 140 kilomètres de la côte. Les gendarmes de Marquion avaient repéré le campement de transit, dans les bois, près du canal du Nord. « *Nous avons démantelé début 2018, un gros camp vietnamien à Angres près de Lens. Ce sont les mêmes réseaux qui ont installé celui de Sauchy-Cauchy* », explique Cyril Duny. En avril, une

équipe de l'Ocriest est venue faire des repérages sur place et installer une caméra discrète pour observer l'aire de Rumaucourt. Durant deux mois, les enquêteurs ont pu visionner, à distance, les activités nocturnes des passeurs vietnamiens, outillés et armés de bâtons, en train d'ouvrir les portes des camions, à l'insu des chauffeurs, pour y charger des migrants amenés en taxi de la Région parisienne ou de l'est de la France. De quoi constituer un solide dossier de flagrance pour les tribunaux. « *Nous suivons de près ces filières de Vietnamiens. Elles sont petites mais très structurées, avec des activités connexes de trafic de stupéfiants, notamment dans des fermes clandestines de cannabis* », précise Julien Gentile.

Les investigations ne sont pas toujours aisées. Des réseaux albanais, difficiles à contrôler, ont imposé leurs lois mafieuses dans certains camps de migrants et installé des zones de chargement dans tout le nord de la France. Des trafiquants irako-kurdes, encore plus déterminés, ont également pris leur « part de marché », délogeant parfois des Albanais, armes à la main. « *Les Irako-kurdes sont parmi les plus*



Opération contre des présumés faussaires indiens, en Seine-Saint-Denis.



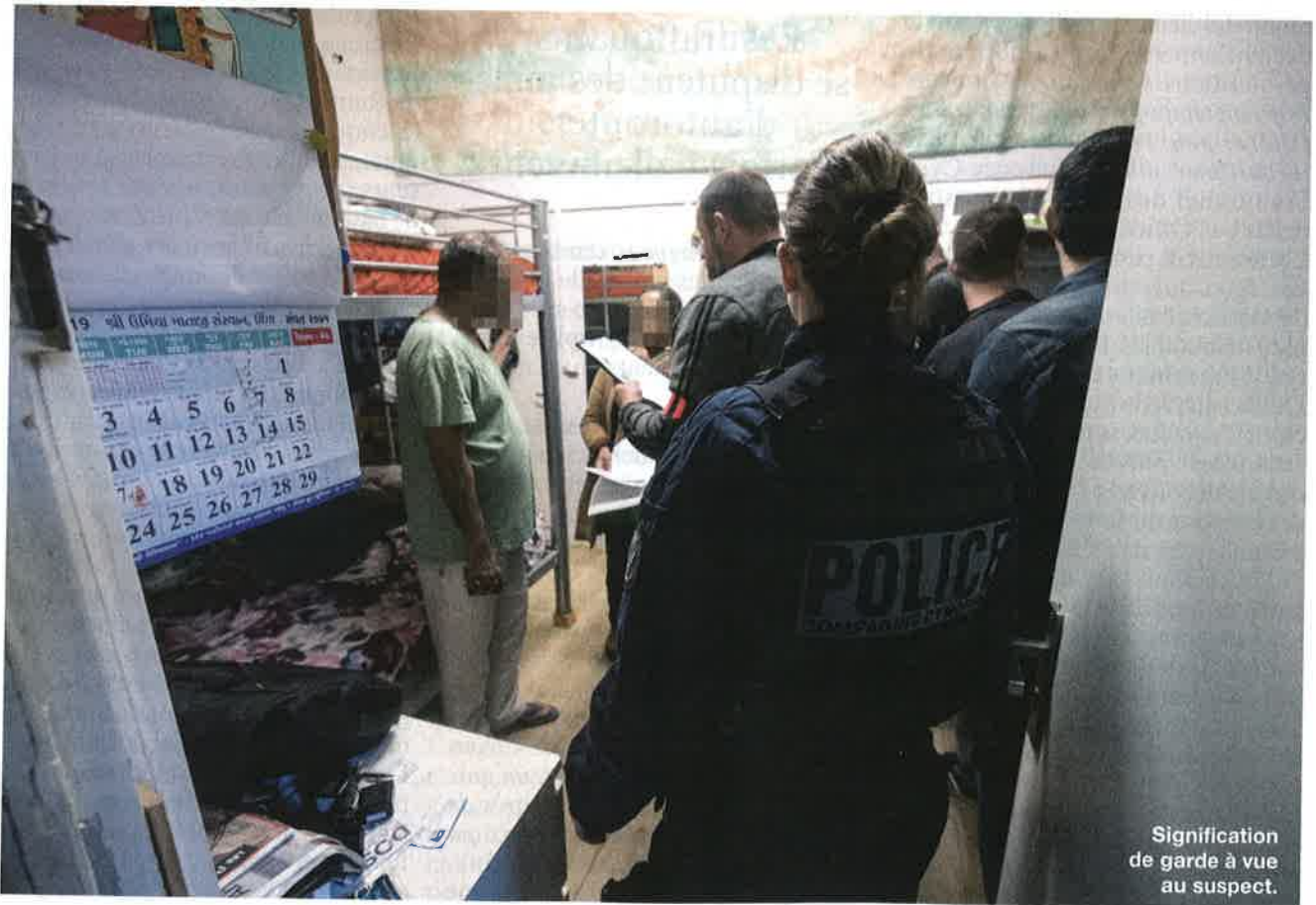
De l'argent liquide en vrac découvert sur place.



Des faux passeports font partie des scellés.



Interpellation d'un présumé faussaire par les policiers.



Signification de garde à vue au suspect.

La fraude documentaire, très importante, est organisée sur une base communautaire avec des faussaires contactés par bouche-à-oreille

dangereux, car ils sont prêts à tout pour protéger leur trafic », explique le patron de l'Ocriest. Pour preuve : des images de vidéosurveillance nocturne, récupérées par les policiers, permettent de distinguer des passeurs irako-kurdes cagoulés, maniant des sabres, des pistolets et des machettes sur des parkings du nord et de l'est de la France. En avril, les enquêteurs ont voulu intercepter, à un péage d'autoroute, une camionnette de trafiquants irako-kurdes qui revenaient de Calais. Les policiers de l'Ocriest étaient épaulés par des hommes du GIGN, le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale. Les suspects ont réussi à échapper au coup de filet, en prenant l'autoroute à contresens à vive allure sur une dizaine de kilomètres. « Parfois, quand nous les filons, ils s'en rendent compte et nous n'arguent en montrant à travers les vitres les enfants de migrants qui sont dans leurs véhicules, pour bien nous dissuader d'intervenir », déplore un agent. Il n'est, en effet, pas question de risquer des incidents graves, ni de mettre en danger la vie des migrants.

UN BUSINESS TRÈS PROFITABLE

L'argent généré par ce trafic illégal transmanche attise les convoitises. Les surveillances accrues ont rendu ces passages plus compliqués, donc plus chers : entre 2 000 et 5 000 euros par personne. A raison d'un chargement de 20 migrants par nuit, les passeurs peuvent gagner jusqu'à 100 000 euros en 24 heures ! Lors de perquisitions menées en Roumanie les 12 et 13 juin, des policiers français et roumains ont découvert, dans plusieurs maisons, 500 000 euros en billets (euros, livres sterling, ron roumains), représentant sans doute une infime partie des bénéfices d'un trafic de plus de 300 migrants irano-kurdes vers la Grande-Bretagne, impliquant une soixantaine de chauffeurs roumains sous les ordres d'un chef mafieux. Selon Europol, l'agence européenne de coopération policière, le trafic de

migrants génère un « business » annuel de 3 à 6 milliards d'euros sur le continent. « C'est une activité criminelle très profitable, comparable au trafic de drogue, et de plus en plus sophistiquée », s'alarme Roland Crepinko, le directeur du centre spécialisé sur ce sujet au siège d'Europol, à La Haye. Certains réseaux assurent même une prestation VIP « porte-à-porte », par exemple en partance d'Irak jusqu'à l'arrivée garantie outre-Manche, avec des caches confortables dans les cabines des camions et un système de paiement à distance par compensation, appelé hawala. « A chaque étape du trajet, les passeurs envoient un message pour informer que le migrant l'a bien franchi et que sa famille peut verser les sommes dues. Cela peut coûter de 10 000 à 20 000 euros pour l'ensemble du parcours ! » précise un expert d'Europol.

La plupart des migrants n'ont pas les moyens de se payer un tel « service » illégal. Si le passage vers la Grande-Bretagne reste le plus onéreux, les franchissements de frontières d'Afrique du Nord vers la zone Schengen, puis au sein de l'Union, par mer ou par voie terrestre, font l'objet de trafics de fourmi, à des tarifs variables. La quasi-fermeture des ports italiens en 2018 ayant freiné brutalement le nombre de traversées maritimes en partant de Libye, le trafic s'est déplacé vers le Maroc et l'Espagne, avec une flambée d'entrées illégales (voir *Le Figaro Magazine du 24 mai 2019*).

DES RABATTEURS À ALMERÍA

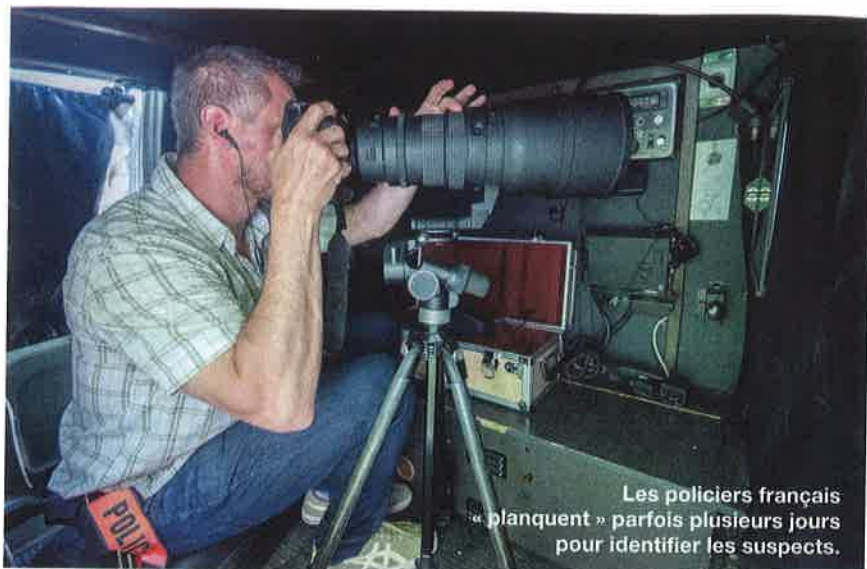
Une fois en Espagne, les migrants font appel à des passeurs qui assurent le franchissement des Pyrénées pour quelques centaines d'euros seulement. Les plates-formes de covoiturage, du type BlaBlaCar, sont parfois utilisées, ainsi que des compagnies de bus low cost. Courant juin, les policiers de l'Ocriest ont interpellé en Région parisienne cinq personnes, dont deux frères d'origine

marocaine, organisateurs présumés de passages de migrants entre l'Espagne, la France et la Belgique. Selon les enquêteurs, ils disposaient de leur propre société de bus et mélangeaient des voyageurs légaux à des « clients », recrutés grâce à des rabatteurs, du côté d'Almería. Prix de la prestation : 80 euros en basse saison, 160 en haute saison. Les organisateurs auraient glané 60 000 euros de bénéfices. Les deux frères ont plaidé la simple négligence, expliquant qu'ils ne contrôlaient pas les documents d'identité de leurs passagers. Dans le local de leur société de transport, les policiers ont découvert un clandestin marocain, hébergé sur place. Un indice possible de trafic organisé. Les suspects risquent de trois à dix ans d'emprisonnement s'ils sont reconnus coupables. « La réponse pénale est sévère, constate Julien Gentile. Un simple chauffeur complice qui fait passer deux ou trois migrants peut être condamné à trois ou cinq ans de prison. »

ARRESTATIONS EN SÉRIE

Outre la lutte contre les passeurs, l'Ocriest pourchasse aussi les fournisseurs de faux papiers et les trafiquants de documents en tout genre, qui permettent des entrées ou des séjours illégaux sur le territoire. « Cette fraude documentaire est très importante. Elle est souvent organisée de manière plus informelle, sur une base communautaire, avec des prestataires qui sont contactés au coup par coup, par bouche-à-oreille », précise le capitaine Guyonne M., chef du groupe opérationnel « Afrique ».

Il ne se passe pas de semaine sans que des arrestations aient lieu dans ces réseaux souterrains, où les faux documents s'échangent entre 50 et 5 000 euros pièce. Durant le mois de juin, par exemple, les policiers de l'Ocriest ont interpellé neuf Indiens, notamment à La Courneuve, dont trois sont soupçonnés d'avoir établi de faux justificatifs de séjour. Une autre équipe d'enquêteurs s'est déplacée du côté de Troyes pour met-



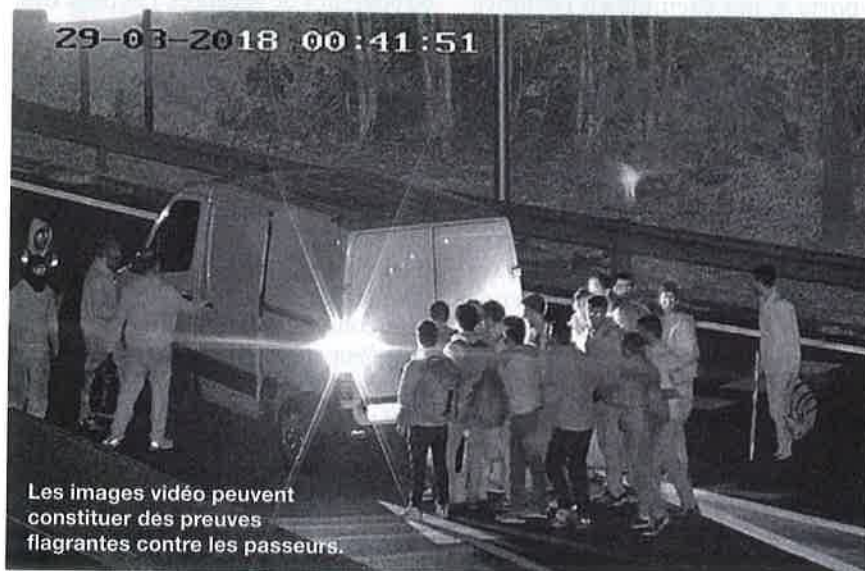
Les policiers français « planquent » parfois plusieurs jours pour identifier les suspects.

La coopération internationale pour lutter contre le trafic reste imparfaite

Ivoiriens ont été arrêtés en Région parisienne : ils sont soupçonnés d'avoir expédié à leurs congénères de faux documents pour obtenir, eux aussi, des visas pour la Turquie. « Les filières s'adaptent en permanence. Récemment, la Grèce est devenue la plaque tournante européenne des faux documents », précise Guyonne M. Envoyés en mission sur place, des agents de l'Ocriest ont récupéré un stock de 500 cartes d'identité et passeports modifiés, saisis par leurs homologues grecs.

LA LIBYE, VRAI TROU NOIR

Mais la coopération internationale sur ces affaires sensibles de passeurs et de fraudeurs demeure bien imparfaite. Quand on les interroge sur le sujet, les policiers en dressent une voix, un constat mitigé. « Cela fonctionne bien avec l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas. La situation s'est dégradée avec l'Italie et l'Espagne. Les Britanniques ne s'intéressent pas beaucoup aux filières criminelles. Quant aux autres pays, leur aide est, disons, plus aléatoire », confie l'un d'entre eux. Au-delà de la Méditerranée, le Maroc n'est guère coopératif, pas plus que l'Algérie, tandis que la Libye constitue un véritable trou noir, où des gangs prospèrent sur le trafic de migrants, souvent en lien avec du travail forcé et de l'esclavagisme sexuel, avec des complicités. L'Ocriest a entamé des contacts bilatéraux plus prometteurs avec le Sénégal et le Niger. « Ils ont compris que ces réseaux détruisent leurs économies. Et c'est aussi notre intérêt d'enrayer les filières en amont », explique Julien Gentile. Des renseignements sont échangés, permettant notamment la localisation de numéros de téléphone de trafiquants sénégalais ou nigériens en France. La traque tient parfois à quelques fils. ■ Vincent Nouzille



Les images vidéo peuvent constituer des preuves flagrantes contre les passeurs.

tre la main sur un couple de faussaires présumés, suspectés de vendre des faux documents sur internet. Les policiers ont notamment découvert à son domicile du matériel d'impression et des armes.

LA GRÈCE, PLAQUE TOURNANTE

Les saisies effectuées lors de ces opérations démontrent le caractère souvent astucieux de ces « experts » : ordinateurs, imprimantes haut de gamme, papiers spéciaux, plastifieuses, tapis de découpe, planches de sigles « République française » achetés en Chine... et trieuse de billets. « Certains font cela tranquillement chez eux depuis des années. Lorsqu'on les arrête, ils expliquent qu'ils ne font de mal à personne. Or, c'est une atteinte à l'Etat et les faux papiers alimentent le trafic. Ils peuvent aussi servir à des terroristes

pour arriver en France », commente un des enquêteurs.

Les faussaires sont capables de fournir tous types de documents : cartes d'identité, passeports, titres de séjour, attestations de mariages, de reconnaissance de paternité, photos transformées, déclarations falsifiées de maladies graves, d'hébergement et de bulletins de salaires. En 2017, des fraudeurs ont ainsi été interpellés au Sénégal, en lien avec les autorités du pays. Ceux-ci établissaient des faux certificats de naissance, créant une filiation avec un ancien combattant pouvant justifier de la nationalité française. L'an dernier, une filière congolaise a été démantelée, qui fabriquait des attestations permettant l'obtention, à Kinshasa, de visas pour la Turquie, porte d'entrée plus facile pour l'espace Schengen. En juin, deux